

# Bac, mathématiques, prochain ministre de l'Éducation nationale... Les...

6-8 minutes

La journée organisée mardi 17 mai pour les 30 ans du SNPDEN-Unsa a été l'occasion, pour le syndicat, de revenir sur l'organisation du baccalauréat 2022, mais aussi sur la place des mathématiques dans le tronc commun au lycée, dont il estime préférable que le retour ne soit acté qu'à la rentrée 2023. Lors d'une conférence de presse, le syndicat a également fait part de ses attentes concernant le prochain ministre de l'Éducation nationale. Il souhaite notamment "analyser les réformes entamées avant d'en instaurer d'autres" et qu'une attention soit portée sur l'inclusion et la mixité scolaire.



Gwenaël Surel, Bruno Bobkiewicz et Laurence Colin, lors de la

conférence de presse du SNPDEN le 17 mai 2022. Libre de droits

Qu'attend le SNPDEN, premier syndicat des personnels de direction, du nouveau ministre de l'Éducation nationale qui doit être nommé dans les prochaines heures ? Lors d'une conférence de presse organisée dans le cadre de ses 30 ans, le syndicat indique qu'il souhaite qu'à l'avenir, aucune réforme ne soit entamée sans qu'un bilan ait été tiré au préalable. Il s'agit avant tout "d'analyser les réformes entamées avant d'en instaurer d'autres", pour Bruno Bobkiewicz, secrétaire général.

À titre d'exemple, la réforme de la voie professionnelle a été citée : une analyse et du recul sont encore nécessaires avant d'en tirer les conséquences et d'envisager une autre réforme.

Pour l'avenir, Bruno Bobkiewicz souhaite de "la sérénité, de la concertation, de la communication et de la confiance". Le syndicat a fait comprendre qu'il souhaitait la fin de la "communication par média", et rappelle que les Dasen, ou encore les recteurs, parmi d'autres, avaient "très mal vécu la façon de s'informer" durant le quinquennat précédent ([lire sur AEF info](#)).

## QUELLES PRIORITÉS ÉDUCATIVES ?

Autre point de vigilance du SNPDEN : les lycées professionnels qui ont été durement atteints par les conséquences de la pandémie de Covid-19, avec un taux de décrochage et d'abandon particulièrement élevé lors des confinements successifs.

En parallèle, les besoins économiques accrus de certains secteurs, comme le commerce, la vente, l'hôtellerie ou encore la restauration, ont poussé certains élèves de la voie professionnelle à renoncer à passer leur diplôme, et ce à

quelques semaines à peine du baccalauréat. "Certains élèves partis travailler" ne sont ainsi "jamais revenus au lycée", pointe Laurence Colin, secrétaire générale adjointe du syndicat et proviseure du lycée Condorcet d'Arcachon.

Le SNPDEN veut aller plus loin aussi sur la question de l'inclusion scolaire, et que soit mise plus en avant la question de la mixité sociale et scolaire. Tout en annonçant vouloir porter ce mandat, il regrette que peu de propositions soient aujourd'hui émises.

Concernant l'autonomie des chefs d'établissements, mise en avant par Emmanuel Macron, le syndicat ne demande pas "plus de pouvoirs", mais se prononce en faveur d'une autonomie des établissements scolaires. "On ne veut pas pouvoir centraliser sur un chef, on veut une capacité à mettre en œuvre des politiques de façon locale à partir de marges d'autonomie", exercée avec le conseil d'administration, précisent Bruno Bobkiewicz et Gwenaël Surel, secrétaire général adjoint du syndicat.

C'est ainsi toute la question de la gestion des moyens qui est ici envisagée. A contrario d'une "autonomie préfléchée", le syndicat demande que tout ce qui est aujourd'hui "imposé" (à l'instar des mathématiques complémentaires, du latin, du grec ou encore du droit) soit pleinement financé, et non que ce soit dans leur marge d'autonomie.

Pour les personnels de direction, le syndicat attend également l'augmentation du taux de passage hors classe.

## MATH AU LYCÉE : UNE PROBLÉMATIQUE DE CALENDRIER

Autre sujet d'actualité : le retour des mathématiques dans le tronc commun au lycée. Si le syndicat des personnels de direction n'émet pas d'opposition de principe, il voit cependant

un "contresens absolu" dans la volonté du gouvernement de mettre en place ce dispositif dès la rentrée 2022, et suggère d'appliquer cette réforme à la rentrée 2023.

Selon Bruno Bobkiewicz, secrétaire général, cette problématique quant au calendrier pose des problèmes structurels : non seulement concernant les difficultés techniques qui se présenteront pour établir les emplois du temps, mais aussi quant aux moyens qui seront donnés. La question du nombre de postes nécessaires et des heures supplémentaires à organiser pour mettre en œuvre ce renforcement des mathématiques dans le tronc commun lui paraît ainsi "problématique".

Le syndicaliste insiste : "Encore une fois, n'entendez pas dans nos propos une opposition de principe : c'est vraiment un problème de calendrier".

Outre ces problèmes structurels, le syndicat rappelle qu'il est avant tout question de "l'information" et du "respect des familles et des élèves". Bruno Bobkiewicz évoque le cas problématique des élèves qui ont ainsi pu se désengager des mathématiques dès la rentrée 2021.

## BACCALAURÉAT 2022 : DES RETOURS "PLUTÔT POSITIFS"

En dépit des "premières réticences" des enseignants concernant la numérisation des copies ([lire sur AEF info](#)), le syndicat admet que l'organisation s'était toutefois mieux déroulée que l'an passé. Ainsi, malgré les difficultés rencontrées autour de la dématérialisation des copies, les retours des enseignants s'avèrent donc "plutôt positifs".

À l'heure actuelle, si les correcteurs font remonter les difficultés qui peuvent être rencontrées (à l'instar d'une encre trop claire, ou d'une copie mal passée), l'interface semble somme toute

"plutôt bien faite", de l'avis du syndicat, qui annonce que la quasi-totalité des copies qui devaient être scannées l'avaient bien été vendredi soir.

## **ACCUEIL DES ÉLÈVES UKRAINIENS : UNE MOBILISATION COLLECTIVE**

La mobilisation des enseignants et des personnels de direction a été "spontanément extrêmement importante" sur l'accueil des élèves ukrainiens. L'accompagnement s'est cependant fait de manière "improvisée", notamment lorsque les établissements scolaires ne disposent pas de classes allophones.